

# Un avenir économique équitable

---

Mémoire présenté dans le cadre des  
consultations prébudgétaires fédérales 2025

Août 2025



**Coalition for Pay Equity**  
**Coalition pour l'équité salariale**  
New Brunswick • Nouveau-Brunswick

## Introduction

La Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick remercie le gouvernement fédéral de cette occasion de contribuer aux consultations prébudgétaires 2025. Depuis plus de vingt ans, notre organisme, représentant plus de 100 organisations et plus de 1 000 individus, milite pour le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale et à des conditions de travail équitables pour les femmes du Nouveau-Brunswick. Reconnaître la valeur des emplois à prédominance féminine, c'est faire un pas vers l'élimination des disparités salariales qui existent depuis des siècles et renforcer l'autonomie financière des femmes.

Les organismes féministes comme le nôtre jouent un rôle essentiel dans la société canadienne : ils contribuent activement au développement économique et social, défendent les droits des femmes et des minorités de genre, et donnent une voix aux personnes et communautés les plus vulnérables.

L'engagement des organismes féministes rejoint d'ailleurs celui de la dernière plateforme libérale fédérale :

« Sous un gouvernement libéral, les droits des femmes au Canada ne seront jamais compromis. Nous protégerons ces droits et lutterons pour une véritable égalité entre les genres en matière de santé, de travail et d'accès aux droits fondamentaux. »

Nos recommandations visent à aider le gouvernement fédéral à tenir cette promesse. Nous vous remercions de l'attention que vous y accorderez.

## Comment le gouvernement peut-il bâtir une économie forte pour aujourd'hui et pour l'avenir?

Une économie forte ne se construit pas seulement avec des infrastructures et des investissements privés : elle repose sur des fondations sociales solides et assure des bénéfices à l'ensemble de la société.

Dans cette perspective, le gouvernement se doit de favoriser la pleine participation économique des femmes. Les organismes communautaires œuvrant pour les droits économiques des femmes et l'égalité des genres sont des partenaires essentiels pour y arriver. Ils connaissent le terrain, interagissent avec de nombreux acteurs économiques et alimentent le dialogue public sur des politiques permettant de renforcer l'économie de façon juste et équitable.

Nous exprimons notre reconnaissance envers le gouvernement fédéral qui, au cours des dernières années, a reconnu l'importance de nos organismes en augmentant les investissements dans des projets liés à l'égalité des genres, par le biais de Femmes et Égalité des genres Canada (FÉGEC). En moyenne, FÉGEC a reçu un financement annuel environ quatre fois plus élevé qu'en 2014-2015.<sup>1</sup>

Ces investissements ont permis de réaliser de nombreux projets innovants et structurants qui ont contribué au développement de politiques publiques justes et équitables en matière d'économie. Par exemple, en encourageant l'adoption d'une loi sur l'équité salariale et la mise en place d'un système de services de garde à l'enfance national, les organismes féministes ont favorisé la pleine participation des femmes au marché du travail et à l'économie dans nos provinces et notre pays.

Toutefois, nous craignons que le gouvernement ne change ses priorités et que le financement des organismes féministes et d'égalité des genres, particulièrement les organismes de défense des **droits économiques** des femmes, ne soit fortement réduit dans le prochain budget.<sup>2</sup> Nous tenons à souligner que cela aurait un impact extrêmement négatif sur la capacité des femmes à participer activement au dialogue public tant au niveau provincial que fédéral à un moment où notre pays redéfinit ses priorités économiques. Cette participation est essentielle si nous voulons un développement économique qui bénéficie à l'ensemble de la population canadienne.

Nous menons actuellement le projet « Rémunération équitable et conditions de travail justes pour le secteur communautaire à but non lucratif », financé par Femmes et Égalité des genres Canada. Ce projet vise à promouvoir un salaire équitable et de meilleures conditions de travail par des politiques et pratiques adéquates au sein du secteur communautaire au niveau provincial. Pour ce faire, nous avons analysé les études existantes, consulté le personnel d'organismes et lancé un sondage afin de mieux comprendre leurs réalités et obstacles.

---

<sup>1</sup> Women and Gender Equality Canada's 2025-26 Departmental Plan; GC Infobase: Infographic for Women and Gender Equality Canada

<sup>2</sup> Scott, K. (2025, July 25). [Potential cuts to Women and Gender Equality Canada could take us back to the Harper days](#). Canadian Centre for Policy Alternatives.

Ce travail mène à une conclusion centrale : sans financement stable et suffisant, les organismes ne peuvent ni offrir des conditions de travail décentes au personnel ni assurer des services durables à leurs communautés. Cela s'applique aussi aux organismes féministes qui défendent les droits des femmes et des minorités de genre. C'est pourquoi notre mémoire plaide pour un financement continu et prévisible à la hauteur du rôle crucial que jouent nos organismes.

## Quels sont les moyens les plus importants que le gouvernement du Canada peut prendre pour aider les personnes dans leur vie quotidienne?

Les politiques gouvernementales, tant au niveau fédéral que provincial, ont un impact important dans la vie quotidienne des gens. Les organismes féministes et d'égalité des genres financés par FEGC et d'autres bailleurs de fonds fédéraux répondent chaque jour aux besoins les plus pressants : promotion et défense des droits économiques et légaux des femmes et des minorités de genre, participation citoyenne au dialogue public, soutien aux victimes de violence, accès au logement, appui aux personnes 2ELGBTQQIA+, et plus encore.

Cependant, l'épuisement des ressources additionnelles octroyées pendant la pandémie et l'absence de nouveaux engagements financiers du gouvernement mèneraient à une baisse de **80 % du budget de FEGC d'ici 2027-2028**. Les services et contributions des organismes féministes sont menacés. Pourtant, les besoins, eux, ne diminuent pas :

- En 2023, 10,2 % de la population canadienne vivait avec un faible revenu, dont 11,6 % des femmes du Nouveau-Brunswick.<sup>3</sup>
- Au N.-B., un tiers des travailleurs et travailleuses gagnent moins de 20 \$/h, dont 54 % sont des femmes.<sup>4</sup>
- Selon le recensement de 2021, le revenu des femmes au Nouveau-Brunswick représentait 78,7 % de celui des hommes, un écart encore plus marqué chez les femmes autochtones (58 %) et racisées (59,6 %).<sup>5</sup>

Les personnes vulnérables paient déjà le prix fort : elles ne peuvent pas absorber un retrait supplémentaire de l'État. Réduire les ressources consacrées à ces enjeux économiques, c'est **aggraver les inégalités** et reporter la facture sur d'autres systèmes publics (santé, justice, sécurité sociale).

---

<sup>3</sup> Statistique Canada. [Tableau 11-10-0135-01 Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique](#)

<sup>4</sup> Saulnier, C., & Thompson, K. (2024, 24 juillet). [Atlantic Canadians need a raise: One-third of workers earn less than \\$20 an hour](#). Canadian Centre for Policy Alternatives – Nova Scotia Office.

<sup>5</sup> Données connexes, Recensement de 2021 pour le Nouveau-Brunswick

Pour développer des politiques justes, assurer un développement économique équitable et améliorer concrètement la vie quotidienne des gens, le gouvernement doit entendre la perspective de diverses couches de la population, surtout celles qui sont sous-représentées dans la sphère politique.

Les organismes féministes de défense des droits agissent comme courroies de transmission entre les populations sous-représentées et le gouvernement. C'est pourquoi il est essentiel de maintenir et même d'accroître leur financement. Ils contribuent à une société civile forte et engagée.

## **Quelle est votre suggestion sur la façon dont le gouvernement fédéral peut vous soutenir ou soutenir votre communauté?**

Il est évident que les femmes ont encore relativement peu de voix au chapitre en politique, tant au niveau municipal, provincial ou fédéral.

En plus d'assurer le financement des groupes féministes pour pallier cette lacune, le gouvernement fédéral doit poursuivre ses efforts pour appliquer une analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) à ses politiques et décisions budgétaires. Cet outil permet de mieux saisir l'impact différencié du sous-financement sur les femmes, les personnes autochtones, racisées ou en situation minoritaire, et de concevoir des solutions adaptées aux réalités vécues par ces communautés.

## Conclusion

Le développement économique du Canada passe par les femmes. Elles doivent participer au dialogue public sur les priorités économiques du pays et profiter pleinement du développement économique dans le respect de leurs droits.

Les organismes féministes jouent un rôle essentiel pour assurer un tel développement.

**Le prochain budget fédéral doit :**

- **Protéger et accroître le financement des organismes féministes de défense des droits des femmes et d'égalité des genres par le biais de Femmes et Égalité des genres Canada (FÉGC);**
- **Simplifier l'accès aux fonds et favoriser des ententes pluriannuelles pour les organismes féministes;**
- **S'appuyer sur une ACS+ afin d'assurer plus d'équité, et d'éviter que les femmes et groupes marginalisés paient le prix de mesures d'austérité.**

Investir dans les organismes féministes de défense des droits, c'est investir dans un Canada plus fort, plus juste et plus inclusif.